

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG

DECISION DU

12/01/2018

N° E18000006 /67

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire enquêteur

Vu enregistrée le 12/01/2018, la lettre par laquelle le maire de la commune de Clouange demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Clouange ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2018 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Nadine BIRCK est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Clouange et à Madame Nadine BIRCK.

Fait à Strasbourg, le 12/01/2018

Pour la présidente du Tribunal,
Le Vice-Président,



Pascal Devillers

Nadine BIRCK
Commissaire-Enquêteur

Arrondissement de
Thionville

Registre des délibérations
du Conseil Municipal

A la Sous-préfecture de Thionville

Le 07 OCT. 2015

Nombre de
conseillers élus : 27

Séance du 29 septembre 2015

Nombre de
conseillers en
fonction : 27

Sous la présidence de Monsieur BOLTZ Stéphane, Maire

Nombre de
conseillers
présents : 26

Présents : ➤ Mesdames ASSIOMA-Costa Eliane, LICATA Angèle, LUCCHINA Carine, THOMAS Ornella, TOSCANI DE-GREGORIO Annarita, IFFLI Emmanuelle, MALNATI Laurence, BARBIER Estelle, MALRAISON Evelyne, FERRARI Christine, PEPLINSKI Céline.
➤ Messieurs BOLTZ Stéphane, BIASINI François, DERIU Clément, HOUVER Laurent, IACUZZO Hugues, LICATA Joseph, VEZARD Philippe, WEISS Frédéric, ZELLER Cédric, GARZIA Oreste, GENTILE Michel, BETOU Denis, RAFFLEGEAU Olivier, LEBLANC Philippe, CINGOLANI Damien.

Absents excusés : Mme LEICHTNAM Marianne donne procuration à
Mme TOSCANI DE-GREGORIO

Secrétaire de séance : Mme THOMAS Ornella

D 2015-9-01

REVISION DU POS VALANT TRANSFORMATION DU POS EN PLU

- ☐☐ Vu le Plan d'Occupation des Sols tel qu'il a été approuvé dans sa 5ème modification par délibération du Conseil Municipal en date du 26/11/2005 ;
- ☐☐ Considérant qu'il y a lieu de mettre en révision le Plan d'Occupation des Sols sur l'ensemble du territoire communal et de le transformer en PLU, conformément à l'article L123-13 du Code de l'Urbanisme ;
- ☐☐ Considérant qu'il y a lieu de préciser les objectifs poursuivis ;
- ☐☐ Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités d'une concertation conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme ;
- ☐☐ Considérant la nécessité de compléter la délibération 2014-05-15 du 24 septembre 2014.

Note Liminaire :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal sur le fait que dans son volet urbanisme, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué (Loi ALUR) du 24 mars 2014, modifie le Code de l'Urbanisme et impose désormais la prise en compte du volet environnemental. Cette notion nécessite de remplacer les Plans d'Occupation des Sols (POS) par les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

31 décembre 2015 seront alors caducs et par conséquent les règles générales d'urbanisme s'appliquant dans la commune. Toutefois, si une procédure de révision du POS pour transformation en PLU est engagée avant le 31 décembre 2015, cette procédure peut être menée à terme, à condition d'être achevée au plus tard trois ans à compter de la publication de la loi ALUR (soit le 26 mars 2017) : les dispositions du POS resteront en vigueur jusqu'à l'approbation du PLU et au plus tard jusqu'à l'expiration de ce délai de trois ans (26 mars 2017).

Il est précisé qu'une fois que le POS deviendra caduc, c'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'appliquera au territoire de la commune. Dès lors, la délivrance des autorisations d'urbanisme restera de la compétence du maire avec l'obligation de recueillir l'avis conforme du Préfet.

Afin de garder une meilleure maîtrise de la planification urbaine de la Ville, il devient indispensable d'engager la procédure de révision du POS, valant transformation en PLU.

1. Les objectifs

Monsieur le Maire rappelle ci-après les principaux objectifs poursuivis par la municipalité, et précise que les orientations générales du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) devront faire l'objet d'un débat au sein du Conseil municipal, au plus tard deux mois avant que le Conseil municipal ne se prononce sur l'arrêt du projet de PLU.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

A) Attractivité et aménagement du territoire :

- Conforter l'offre existante en matière de loisir et de tourisme,
- Promouvoir un urbanisme et un aménagement durable,
- Favoriser le renouvellement urbain,
- Assurer la prise en compte et la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec les autres réglementations et documents supra communaux, notamment le SCOT de l'Agglomération Messine.

B) Habitat/Urbanisation

- Intégrer dans le document d'urbanisme les nouvelles dispositions réglementaires et législatives, notamment la loi SRU du 13 décembre 2000, la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006 et la loi de mobilisation pour le logement du 25 mars 2009, la loi relative à la mobilisation du foncier et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013, ainsi que la loi ALUR,
- Protéger et mettre en valeur le cadre bâti typique des cités ouvrières et leurs éléments d'accompagnement,
- Prévoir les zones d'urbanisation future sur le territoire communal,
- Encourager la diversité de l'habitat, privilégier la mixité urbaine, sociale et générationnelle,
- Améliorer la qualité des logements en termes de performance énergétique, d'insertion urbaine.
- Identifier et reconquérir les logements dégradés, indignes ou vacants,
- Mettre en place une stratégie foncière destinée à répondre à des projets à long terme sur les anciens sites sidérurgiques.

2) Environnement/Cadre de vie/Développement durable

- Respecter les objectifs du développement durable et intégrer les nouvelles dispositions réglementaires issues des lois Grenelle 1 et 2, qui modifient le formalisme et le contenu des documents d'urbanisme,
- Définir un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) intégrant les besoins nouveaux, notamment en matière d'habitat, d'activités économiques et d'équipements,
- Mettre en valeur les entrées de Ville,
- Garantir la pérennité de l'activité agricole,
- Protéger et valoriser les ZNIEFF (Zone Naturelle à Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) et les continuités écologiques,
- Favoriser les énergies renouvelables par des dispositions réglementaires,
- Mettre le PLU en compatibilité avec le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

D) Transports

- Sécuriser les déplacements et faciliter le recours aux liaisons douces (moyens de déplacement non motorisés) pour la mobilité quotidienne,
- Privilégier les transports collectifs.

E) Economie

- Assurer le maintien de l'emploi et le développement économique, la création de zones artisanales,
- Favoriser le maintien et l'essor des commerces et services de proximité pour la qualité de vie des habitants.

II - La concertation

Monsieur le Maire rappelle, qu'en application des dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, les modalités de la concertation doivent être déterminées dans la délibération prescrivant l'étude du PLU.

La concertation suppose une information et un échange contradictoire.

Aussi, Monsieur le Maire propose, afin qu'il en soit délibéré, les modalités de concertation suivantes :

➤ Moyens d'information prévus :

- Information de la population par voie de presse et affichage en mairie et aux lieux habituels d'affichage.
- Information du public par voie de bulletin municipal et affichage sur le site internet de la commune.
- Mise à disposition en mairie des documents d'étude, au fur et à mesure de leur production et évolution, aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie.

➤ Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- Rencontre du Maire ou de son adjoint délégué à l'urbanisme, sur demande de rendez-vous.
- Possibilité d'écrire au Maire, en adressant un courrier à son attention à la mairie.
- Mise en place d'un registre de concertation.

Monsieur le Maire précise :

- ✓ Que cette concertation se déroulera pendant toute la durée d'élaboration du projet ;
- ✓ Qu'à l'issue de cette concertation, il en présentera le bilan devant le Conseil municipal qui en délibèrera.

Après avoir pris connaissance du rapport de présentation et au terme de l'exposé de M. Le Maire, le Conseil Municipal :

- ✓ **PRESCRIT** sur l'ensemble du territoire communal, la révision du POS et sa transformation en Plan Local d'urbanisme (PLU), conformément aux dispositions de l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme.
- ✓ **PRECISE** les objectifs poursuivis, tels que présentés ci-dessus.
- ✓ **PRECISE** les modalités de concertation prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, tels que définies ci-dessus.
- ✓ **ELABORE** la révision du POS et sa transformation en PLU, conformément à l'article L123-6 du Code de l'Urbanisme, en collaboration avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.
- ✓ **ASSOCIE** les services de l'Etat à l'élaboration du projet de révision du POS avec transformation en PLU, conformément à l'article L.123-7 du code de l'urbanisme, soit à la demande du Préfet, soit à l'initiative du Maire, ainsi que les services du Conseil Général.
- ✓ **CONSULTE** à la demande des personnes publiques autres que l'Etat, conformément à l'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme, au cours de l'élaboration du projet de révision de POS avec transformation en PLU.
- ✓ **DEMANDE** conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme que les services de l'Etat soient gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite d'opération des études et de la procédure de révision et de modification du PLU.
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à une consultation publique sous procédure adaptée, afin de se doter d'un ou de plusieurs bureaux d'étude, nécessaires à l'instruction de ce projet.
- ✓ **DONNE** tout pouvoir pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de la révision du POS et sa transformation en PLU.

- ✓ **AUTORISE** M. Le Maire à signer tout contrat avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la révision du POS et sa transformation en PLU.
- ✓ **SOLLICITE** l'Etat, conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU.
- ✓ **ASSOCIE** le Conseil Départemental à l'étude et solliciter auprès de lui une subvention relative à l'étude du document d'urbanisme et la numérisation des plans cadastraux.
- ✓ **PRECISE** que :
 - Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du POS avec transformation en PLU seront inscrits au budget primitif 2016.
 - Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise au préfet et notifiée :
 - aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
 - aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambres des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
 - aux maires des communes limitrophes,
 - au Président de l'autorité en charge du Schéma de Cohérence Territoriale, le cas échéant,
 - au président de la Communauté de Communes du Pays Orne Moselle, compétent en matière de programme local de l'habitat,
 - au Président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains.
 - Conformément à l'article R.130-20 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera adressée, pour information, au centre de la propriété forestière.
 - Conformément à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet :
 - d'un affichage en Mairie durant un mois,
 - d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
 - d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune.

La présente délibération produira ses effets juridiques, dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités d'affichage et de publicité précitées.

Votants : 27	
Pour	26
Contre	0
Abstention	1

Pour extrait conforme,
Clouange, le 06 octobre 2015
Le Maire, Stéphane BOLTZ



Département de
la Moselle

Arrondissement
de Thionville

Nombre de
conseillers élus : 27

Nombre de
conseillers en
fonction : 27

Nombre de
conseillers
présents : 23

COMMUNE DE CLOUANGE

Registre des délibérations
du Conseil Municipal

Séance du 1^{er} septembre 2017

Sous la présidence de Monsieur BOLTZ Stéphane, Maire

Présents

- Mesdames, ASSIOMA-COSTA Eliane, LUCCHINA Carine, LEICHTNAM Marianne, LICATA Angèle, THOMAS Ornella, TOSCANI Annarita, IFFLI Emmanuelle, MASCHIELLA Karine, MALNATI Laurence, BARBIER Estelle, MALRAISON Evelyne, FERRARI Christine, PEPLINSKI Céline.
- Messieurs BOLTZ Stéphane, IACUZZO Hugues, VEZAIN Philippe, WEISS Frédéric, CLAUSE Jean-Claude, GARZIA Oreste, ZELLER Cédric, CECERE Antoine, TINTANET-DANGLA Jérôme.

☐ Membres du Conseil Municipal absents excusés, ayant accordé une procuration :

- M. BIASINI François donne procuration à M. Philippe VEZAIN.
- M. DERIU Clément donne procuration à M. BOLTZ Stéphane.
- M. CINGOLANI donne procuration à Mme FERRARI Christine.
- M. GENTILE Michel donne procuration à M. BETOU.

☐ Secrétaire de séance : Mme THOMAS Ornella

D2017-46

ARRET DU PROJET DE PLU

- ☞ Vu la délibération en date du 29 septembre 2015 prescrivant la révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U.,
- ☞ Vu le projet de révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U., et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et les annexes,
- ☞ Vu l'article L.153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme,
- ☞ Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables, conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, ayant eu lieu lors de la réunion du Conseil Municipal du 9 décembre 2016,
- ☞ Vu les articles L.103-2 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme relatifs à la concertation,
- ☞ Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire,
- ☞ Vu l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme, relatif à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.),
- ☞ Considérant que, conformément aux articles L.153-16 et L.153-17 du Code de l'Urbanisme, le projet de révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U. est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux personnes qui ont demandé à être consultées,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal, les conditions dans lesquelles le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) a été élaboré et le niveau d'instruction de la procédure en cours.

Assisté par le bureau d'études accompagnant la commune dans la révision du POS en PLU, il présente le projet d'élaboration du P.L.U. et expose le bilan de la concertation.

Le bilan de la concertation fait apparaître que :

➤ Modalités de concertation et mesures d'information prises conformément à la délibération du 29 septembre 2015 :

- en mairie : mise à disposition du public d'un registre pour consigner les observations (d'avril 2016 à juillet 2017);
- article dans le bulletin municipal (bulletin n°2, février 2017) ;
- articles sur le site internet de la commune (avril 2016, octobre 2016, novembre 2016 et le 17 juillet 2017) ;
- parution dans la presse (Républicain Lorrain du 04/04/2015, du 30/11/2016 et du 07 /08/2017), corrigé le 25/08/2017.
- organisation de deux réunions publiques sur le projet de P.L.U., le 1^{er} décembre 2016 et le 25 août 2017, dans la salle du Conseil Municipal ;
- mise à disposition en mairie des documents d'études, au fur et à mesure de leur production et évolution, aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie ;
- affichage en mairie et aux lieux habituels d'affichage (exposition publique en mairie d'octobre 2016 à juillet 2017) ;
- possibilité d'écrire au Maire, en adressant un courrier à son attention à la mairie ;
- rencontre du Maire ou de son adjoint délégué à l'urbanisme, sur demande de rendez-vous.

➤ Bilan :

Le bilan de cette concertation a fait apparaître les remarques suivantes.

Aucune demande n'a été inscrite dans le cahier de concertation, mais un mail a été adressé au maire le 27 mars 2017.

La demande concerne le classement en aléa mouvement de terrain moyen des constructions situées au 22 et 24 rue de la Grotte, au Nord de la commune. Ces terrains étaient classés en UBmt -zone exposée à un haut niveau de risque, inconstructible.

Suite à la carte « projet BRGM » datant de décembre 2014, transmise par la commune, les constructions sont classées en aléa moyen. Les nouvelles constructions dans ce secteur doivent respecter les préconisations du projet BRGM. A noter que les jardins dans ces parcelles sont toujours classés en aléa fort, inconstructible.

La commune répond à la demande favorablement et applique le nouveau zonage de la carte « projet BRGM » concernant l'aléa mouvement de terrain sur le plan de zonage de la commune. Les terrains sont donc classés en zone UB – aléa mouvement de terrain moyen.

En outre, lors des réunions publiques, auxquelles une dizaine de personnes participaient, plusieurs remarques et questions ont été abordées :

- Le nombre de logements prévus par le projet de PLU : M. le Maire informe que 153 logements sont prévus dans les zones à urbaniser, auxquels on ajoute les logements possibles sur les terrains en dents creuses. M. le Maire précise que la construction de ces logements est phasée dans le temps.
- La typologie des logements prévus dans le PLU sur le secteur LogiEst (rue du Colombier) : le projet n'est actuellement pas fixé mais ce sont essentiellement des pavillons qui sont prévus avec un petit collectif à l'entrée du secteur.
- Les problèmes de stationnement dans la commune, notamment rue Jeanne d'Arc : la municipalité précise que des places de stationnement sont prévues sur la voie publique, en plus des places de stationnement privées qui sont obligatoire par logements, dans les nouveaux secteurs d'urbanisation.
- L'ouverture du City- stade : la mise en service est prévue avant l'été 2017.
- Les logements vacants sur la commune : le nombre de logements vacants sur la commune est conséquent. La municipalité a très peu de retour sur l'avenir de ces logements non occupés. Cependant, ce sont essentiellement des logements anciens et les travaux de rénovations coûtent trop cher pour les propriétaires.
- Le programme de logements prévu sur le site de Gandrange : ce projet n'a aucune conséquence sur l'élaboration du PLU de Clouange.
- La création d'un parc public au sud de la commune : M. le Maire informe que la commune cherche à acquérir les terrains au sud de la commune, dans la prolongation de la rue du Colombier, pour créer un parc public qui s'insère dans l'orientation d'aménagement n°1.

Ces remarques et demandes exprimées ont été examinées par les membres du Conseil Municipal, elles n'ont pas été de nature à remettre en question la structure globale du projet communal présenté.

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- ✓ **TIRE** le bilan de la concertation tel qu'il a été exposé,
- ✓ **ARRETE** le projet de P.L.U. de la commune de CLOUANGE tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- ✓ **PRECISE** que le projet de P.L.U. sera communiqué pour avis :
- à l'ensemble des personnes publiques associées à la révision du P.O.S. valant élaboration du P.L.U.,
 - aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale qui en ont fait la demande,
 - à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF),
- ✓ **PRECISE** que la présente délibération sera transmise au Préfet (S/Couvert du Sous-Préfet) et fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant 1 mois.


Votants : 27	
Pour	27
Contre	0
Abstention	0

Pour extrait conforme,
Clouange, le 1^{er} septembre 2017
Le Maire,
Stéphane BOLTZ



REPUBLIQUE FRANCAISE-DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
COMMUNE DE CLOUANGE

PS n°4

	ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DE LA REVISION DU POS VALANT TRANSFORMATION EN PLU de CLOUANGE	N°08/2018
---	--	-----------

Le Maire de la commune de CLOUANGE ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L131-4 à L131-7, L151-1 à L153-60 et R151-1 à R.153-22 ;
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 123-1 à L 123-19 ainsi que les articles R123-1 à R123-46
Vu la délibération 2015 - 9-01 date du 29 septembre 2015, prescrivant la révision du POS valant transformation en PLU ;
Vu la délibération D2017-46 en date du 1^{er} septembre 2017, arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;
Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique;
Vu la décision du 12 janvier 2018 N° E1800006/67 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg désignant Mme BIRCK Nadine, en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARRETE

Article 1

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols valant transformation en Plan Local d'Urbanisme de la commune Clouange pour une durée de 32 jours consécutifs, du 13 mars 2018 (9h00) au 13 avril 2018 (17h30)

Article 2

Mme BIRCK Nadine, gestionnaire, comptable de lycée, retraitée, a été désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 3

1. Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions, pendant la durée de l'enquête, en mairie de Clouange (1 rue Joffre) aux horaires d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi : 8h00 – 12h et 13h30 – 17h30.

Nadine BIRCK
Commissaire-Enquêteur

2. Pendant toute la durée de l'enquête, l'ensemble du dossier sera également mis en libre consultation sur le site internet de la commune : <http://www.clouange.fr/plu.php>, à la rubrique « Enquête Publique ».
La procédure d'examen au cas par cas, en vue de l'évaluation environnementale et l'avis de l'autorité administrative compétente en matière d'environnement seront joints au dossier soumis à enquête publique et consultable en mairie.
3. Toute personne peut sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Mairie, dès la publication du présent arrêté.
4. Un poste informatique sera également mis à la disposition du public en mairie pour la consultation du dossier.

Article 4

Les observations, propositions et contre-propositions pourront être adressées au commissaire enquêteur pendant la durée de l'enquête :

- Par courrier jusqu'au 06 avril 2018, 17h30 (cachet de la poste faisant foi), au siège de l'enquête publique (Hôtel de ville 1 rue Joffre à Clouange)
- Par voie électronique jusqu'au 06 avril 2018, 17h30 à l'adresse suivante : plu.enquete.publique@clouange.fr
- Sur le site internet de la ville : <http://www.clouange.fr/plu.php>, à la rubrique « Enquête Publique ».

Les observations numériques déposées au cours de l'enquête seront consultables pendant l'enquête à l'adresse suivante : <http://www.clouange.fr/plu.php>.

Article 5

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Clouange, 1 rue Joffre :

- Mardi 13/03/2018 de 09h00 à 12h00
- Samedi 31/03/2018 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 13/04/2018 de 14h30 à 17h30

Article 6

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront mis à disposition du commissaire enquêteur qui sera chargé de les clore.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations orales et écrites.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Maire, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi qu'un exemplaire du dossier de l'enquête déposés en mairie, accompagnés des registres et des pièces annexées.

Article 7

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur énonce ses conclusions sera également adressée à Mme la Présidente du Tribunal Administratif de STRASBOURG et à M. le Préfet de la Moselle.

Article 8

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public en mairie de Clouange 1 rue Joffre (57185), sur le site internet de la commune ainsi qu'en préfecture, pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 9

Le Conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du PLU, éventuellement modifié, pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier de l'enquête, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

Article 10

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département :

- Républicain Lorrain
- La semaine

Cet avis sera affiché à la mairie et sur le site internet de la commune de Clouange : <http://www.clouange.fr/plu.php>, à la rubrique « Enquête Publique ».

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première parution, et au cours de l'enquête pour ce qui concerne la seconde insertion.

Article 11

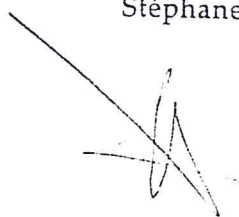
Des copies du présent arrêté seront adressées :

- au Préfet s/c du Sous-Préfet,
- à Mme BIRCK, Commissaire-Enquêteur,
- au Directeur Départemental des Territoires.
- à Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à CLOUANGE, le 14 février 2018

Le Maire

Stéphane BOLTZ



AVIS

D'ENQUETE PUBLIQUE

Portant sur la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S)
en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U)

Par arrêté n° 08/2018 en date du 14 février 2018, le maire de Clouange a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur la révision du plan d'occupation des sols en plan local d'urbanisme (PLU).

A cet effet,

Mme BIRCK Nadine, gestionnaire comptable de lycée, retraitée, a été désigné commissaire enquêteur par Madame la Présidente du tribunal administratif de Strasbourg.

L'enquête se déroulera à la mairie, du 13 mars 2018 au 13 avril 2018, pendant 32 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie :

du lundi au vendredi : 8h00 - 12h00 et 13h30 - 17h30

Chacun pourra prendre connaissance du dossier en mairie ou sur le site internet : <http://www.clouange.fr/plu.php>, à la rubrique « Enquête Publique », et consigner éventuellement ses observations propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête publique mis à disposition ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur :

- à Mme le commissaire enquêteur - Enquête publique PLU- Mairie de Clouange - 1 rue Joffre - 57185 Clouange ;
- ou par courrier électronique à l'adresse suivante : plu.enquete.publique@clouange.fr

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Clouange, 1 rue Joffre :

- Mardi 13/03/2018 de 09h00 à 12h00
- Samedi 31/03/2018 de 09h00 à 12h00
- Vendredi 13/04/2018 de 14h30 à 17h30

A l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos et signés par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées. Ils seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie et sur le site <http://www.clouange.fr/plu.php>.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

A la suite, le projet de PLU sera soumis au Conseil Municipal pour approbation.

Le public pourra consulter, pendant un an, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en mairie de Clouange, pendant les heures d'ouvertures ou sur le site internet de la commune à la rubrique « Urbanisme /Enquête Publique »,

Le maire,
S. BOLTZ



Commune de CLOUANGE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Stéphane BOLTZ, Maire de Clouange certifie que l’arrêté municipal n°08/2018 en date du 14 février 2018 portant ouverture de l’enquête publique du 13 mars 2018 au 13 avril 2018 inclus, relative à la mise en révision du Plan d’Occupation des Sols valant élaboration du Plan Local d’Urbanisme a fait l’objet d’un affichage du 16 février 2018 au 13 avril 2018.

Délivré à CLOUANGE, le 09 mai 2018

Le Maire,
Stéphane BOLTZ

